

Au deuxième trimestre 2026, l'activité continue de se contracter en Auvergne-Rhône-Alpes, tirée à la baisse par la construction, les services marchands et, dans une moindre mesure, l'industrie. L'emploi salarié se stabilise sur le trimestre, mais le chômage atteint son niveau le plus élevé depuis cinq ans, témoignant d'une dégradation du marché du travail sur longue période. Les défaillances d'entreprises s'accroissent à un rythme supérieur au national, même si les créations progressent sur un an, grâce aux micro-entreprises.

Une économie mondiale résiliente, la France en retrait

Au printemps 2026, l'économie mondiale montre une résilience inattendue. Le commerce, stimulé par les investissements dans l'intelligence artificielle et les échanges en Asie, résiste aux tensions géopolitiques au Moyen-Orient. Les États-Unis maintiennent une croissance solide grâce aux technologies, tandis que la Chine dépend des exportations. Les pays européens, notamment l'Allemagne et le Royaume-Uni, sont en légère reprise, mais l'inflation s'accroît, tirée par l'énergie (prix du pétrole en hausse).

La France, en revanche, peine à suivre. Son activité stagne, du fait du ralentissement des travaux publics (lié au cycle électoral), de l'impact des canicules sur l'agriculture, d'une hausse du chômage et des salaires peu dynamiques. Malgré une timide reprise attendue d'ici fin 2026, l'inflation persiste, érodant le pouvoir d'achat des ménages.

L'investissement recule, tant pour les entreprises que pour les ménages, en raison de la hausse des taux et d'une demande atone. Seul le commerce extérieur, notamment dans les secteurs aéronautique et naval, soutient la croissance. Des incertitudes subsistent, comme les conséquences exactes des canicules ou l'évolution des tensions géopolitiques.

Poursuite de la baisse de l'activité au deuxième trimestre 2026

Au deuxième trimestre 2026, l'activité, mesurée par le nombre d'heures rémunérées, baisse pour le sixième trimestre consécutif en Auvergne-Rhône-Alpes comme en France hors Mayotte, avec un recul respectivement de -0,5 % et -0,7 % par rapport au même trimestre de l'année précédente ► **figure 1**.

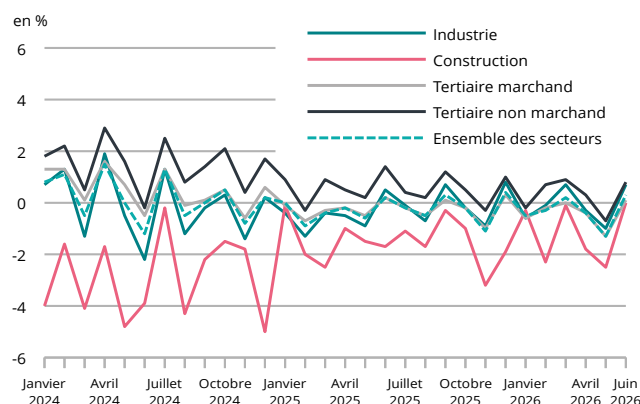
La construction accuse de nouveau la plus forte baisse (-1,4 % dans la région, -2,0 % au national), avec des dynamiques mensuelles contrastées : -2,5 % en mai et un retour à l'équilibre en juin.

Les services marchands poursuivent leur repli (-0,5 % dans la région, -0,6 % en France), pénalisés par les activités de poste et de courrier, les télécommunications et la production audiovisuelle.

L'industrie recule plus modérément dans la région (-0,2 %) qu'au national (-0,5 %). La fabrication de meubles et l'imprimerie diminuent le plus, tandis que les services de soutien aux industries extractives bondissent (prospection, forages d'hydrocarbures ou de minerais, essais, reforages, exploitation et gestion des déblais...).

Seuls les services non marchands progressent dans la région (+0,1 %), confirmant une tendance engagée depuis plusieurs trimestres, alors qu'ils reculent en France hors Mayotte (-0,4 %). La santé humaine et l'hébergement social et médico-social portent cette hausse.

► 1. Évolution par secteur du nombre d'heures rémunérées par rapport au même mois de l'année précédente



Note : Ensemble des heures rémunérées des salariés y compris les heures supplémentaires, ainsi que les absences pour lesquelles le salarié est rémunéré. Le dernier mois est provisoire.

Champ : Secteur privé hors secteur agricole en Auvergne-Rhône-Alpes.

Source : DSN - traitement Insee.

Stabilité de l'emploi salarié régional

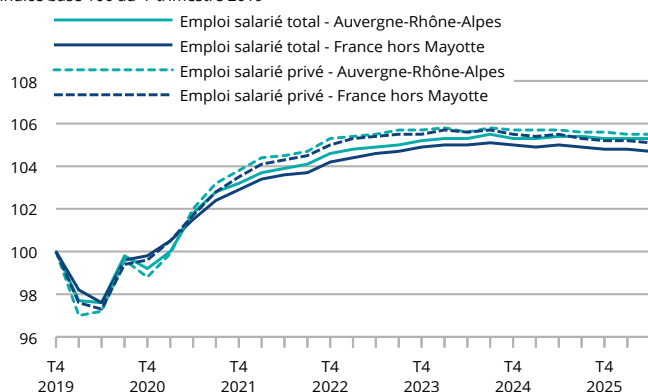
Au deuxième trimestre 2026, l'emploi salarié se stabilise dans la région alors qu'il diminue faiblement en France hors Mayotte (-0,1 %)

► **figure 2**. Sur un an, il recule de -0,1 % en Auvergne-Rhône-Alpes, moins qu'au niveau national (-0,3 %). Le secteur public continue de soutenir l'emploi dans la région (+0,1 % sur le trimestre, +0,3 % sur un an) : il compense les pertes du secteur privé, faibles sur un trimestre (-400 emplois) mais plus marquées sur un an (-0,2 % soit -5 350 emplois).

Au niveau départemental, le Cantal, avec une perte de 300 emplois, se replie le plus ce trimestre, tous secteurs confondus (-0,6 %), suivi de l'Allier (-0,3 %), du Puy-de-Dôme, de la Drôme et de l'Isère (-0,2 % chacun). Sur un an, le département de l'Allier accuse le recul le plus prononcé (-0,7 %). En revanche, les emplois augmentent dans la Loire et la Haute-Savoie ce trimestre (+0,2 %), cette dernière ayant la plus forte croissance annuelle (+0,5 %).

► 2. Évolution de l'emploi salarié

Indice base 100 au 4^e trimestre 2019



Note : Données provisoires pour le dernier trimestre et révisées pour les trimestres précédents ; données CVS, en fin de trimestre.

Champ : Emploi salarié total.

Source : Insee, Estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Urssaf, Dares, Insee.

L'emploi industriel se dégrade encore avec 1 330 emplois perdus au second trimestre (-0,3 %), portant le cumul annuel à -4 460 emplois (-0,9 %). Les biens d'équipement restent les plus concernés (-0,5 % sur le trimestre), tandis que les autres produits industriels (textile, bois, produits chimiques, pharmaceutiques...), premier employeur industriel en volume, reculent de -0,4 % (-1 080 emplois). L'emploi industriel se contracte plus fortement dans les départements du Cantal (-1,4 %) et de la Savoie (-1,2 %).

La construction ne parvient toujours pas à inverser la tendance, avec un repli trimestriel de -0,5 %, proche de l'évolution nationale (-0,4 %). La Savoie (-1,0 %), la Loire (-0,8 %) et le Rhône (-0,7 %) diminuent le plus ce trimestre. Tous les départements sont en recul sur un an, avec des valeurs s'échelonnant de -2,4 % dans la Loire et la Savoie à -0,4 % en Haute-Loire.

Le tertiaire marchand hors intérim progresse de +0,1 % dans la région soit 1 780 emplois sur le trimestre, alors qu'il est stable au niveau national. L'hébergement-restauration, le commerce, les transports et l'entreposage et les services aux entreprises, portent cette hausse et compensent les pertes d'emplois dans les services immobiliers et les activités financières et d'assurance. Le Rhône gagne 1 100 emplois sur le trimestre (+0,2 %), mais reste déficitaire sur un an (-1 650 emplois).

Le tertiaire non marchand participe également à l'amélioration conjoncturelle, avec 590 emplois créés (+0,1 %). Le Rhône y apporte la plus forte contribution en volume, 480 emplois soit +0,2 % sur le trimestre. La Loire (+0,5 %) et la Haute-Savoie (+0,4 %) ont, relativement, les plus fortes croissances.

L'emploi salarié agricole recule de -0,8 % dans la région, trois fois moins qu'au niveau national (-2,6 %). Ces fluctuations reflètent des mutations structurelles profondes (concentration des exploitations, spécialisation productive, reconfiguration des formes de travail...) que le secteur doit affronter dans un contexte de changement climatique. La Loire (-4,5 %), l'Isère (-4,0 %) et l'Ardèche (-3,7 %) accusent les plus fortes pertes d'emplois agricoles au cours des trois derniers mois.

L'intérim repart à la hausse dans la région (+0,3 % sur un trimestre) après un premier trimestre de stabilité, à contre-courant de l'évolution nationale (-1,0 % au deuxième trimestre).

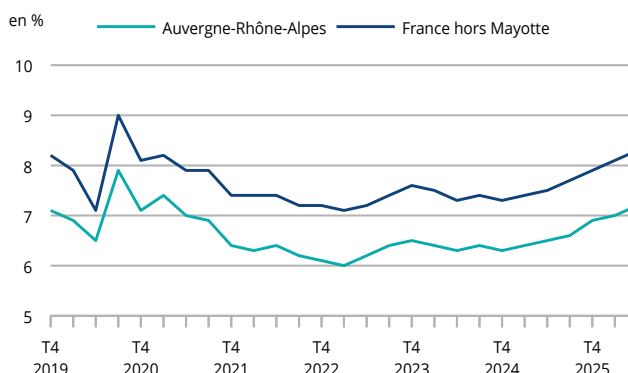
Le chômage au plus haut depuis cinq ans

Au deuxième trimestre 2026, le chômage continue de progresser dans la région et s'élève désormais à 7,2 %, soit 0,2 point de plus par rapport au trimestre précédent ► **figure 3**. Il prolonge la tendance à la hausse amorcée début 2025 et atteint un niveau qui n'avait plus été observé depuis 2021.

Tous les départements de la région sont concernés. La hausse du chômage atteint +0,3 point dans l'Ain, la Savoie et la Haute-Savoie. Elle est plus contenue dans le Cantal, la Drôme et la Loire avec +0,1 point.

Sur un an, le chômage régional croît de +0,7 point, et de +0,8 point depuis début 2025. Durant ces six trimestres consécutifs de hausse, le Rhône a la plus forte croissance (+1,0 point), suivi de l'Isère et du Puy-de-Dôme (+0,8 point). Sur cette même période, la hausse reste modérée en Haute-Loire (+0,4 point), dans le Cantal et la Drôme (+0,5 point).

► 3. Taux de chômage



Note : Données provisoires pour le dernier trimestre et révisées pour les trimestres précédents ; données CVS.

Source : Insee, taux de chômage localisé.

Amplification des défaillances d'entreprises

Au deuxième trimestre 2026, le rythme des défaillances d'entreprises s'accélère. Avec 8 870 jugements cumulés sur douze mois à fin juin 2026, soit 920 de plus qu'à la même date un an auparavant, les défaillances d'entreprises augmentent de 11,5 % dans la région, nettement au-dessus du rythme national (+5,1 %). Les plus fortes hausses affectent les activités immobilières, la construction et les services aux ménages, débouchant sur un cumul d'ensemble jamais atteint.

En parallèle, les créations d'entreprises progressent de 1,0 % en Auvergne-Rhône-Alpes, un rythme similaire à celui de la France (+0,9 %). Un fort dynamisme des micro-entreprises, qui augmentent de 2,8 % et de 2,4 % en France (+15,1 % sur un an dans la région contre +14,0 % en France) et qui représentent les deux tiers des créations régionales, porte cette hausse. Hors micro-entreprises, la croissance est plus modeste (+0,4 % sur un an), avec des évolutions contrastées selon les secteurs : les services concentrent l'essentiel de la création d'entreprises, tandis que la construction et l'industrie accusent des reculs significatifs. ●

Philippe Lagarde, Thierry Marault, Grégory Rabatel, Alexandre Tillatte (Insee)

► Pour en savoir plus

- « Le chômage au plus haut depuis cinq ans », Insee Conjoncture Auvergne-Rhône-Alpes n° 52, juillet 2026.
- Tableau de bord de la conjoncture : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/2121840>.

Insee Auvergne-Rhône-Alpes
118 rue Servient
69003 Lyon

Directeur de la publication :
Jérôme Harnois
Rédaction en chef :
Thierry Geay
Annelise Robert

Attaché de presse :
04 87 65 95 34
06 12 17 21 23
 @Insee ara
www.insee.fr

ISSN 2493-1462
(en ligne)
© Insee 2026

Insee
Mesurer pour comprendre